

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Analyse

N° 600 du 14.12.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Chérif BOUDELAL: La victoire finale de la Palestine approche.

Par Chérif BOUDELAL (1er Novembre 2011 – immigrationstorys@yahoo.fr)

- Salah Hamouri n'est pas « élu » comme Gilad Shalit, il reste en prison ;

Réaction à l'article publié par le site Internet « Oumma.com » :: Salah Hamouri ne sortira pas de prison le 28 novembre. Sa mère, bouleversée, témoigne

Israël et ses collabos en Occident s'affolent et menacent

Les dirigeants d'israéliens paniquent au sursaut que connaît le monde, qui commence à se libérer de sa peur, de sa honte d'être accusé d'« antisémite » ou de « collabo » ; alors ils se vengent sur des citoyens palestiniens sans défense. Salah Hamouri comme les milliers de ses compatriotes qui croupissent dans les geôles israéliennes retrouveront leur liberté un jour ou l'autre. Mais leur peuple ne pourra retrouver sa totale liberté que lorsque les peuples occidentaux décideront de se libérer de leur culpabilité et de la

domination sioniste. La libération surprise de 107 Etats qui viennent de reconnaître la Palestine comme membre à l'UNESCO est une gifle magistrale assignée à Israël et à ses protecteurs/esclaves, à leur tête les USA. C'est un signe de délivrance de ces pays dont les dirigeants se sont réveillés très tard ; mais, comme dit l'adage populaire « il vaut mieux tard que jamais ». Par ce geste, ils ont libéré leurs peuples d'une honte qui pèse lourdement sur leurs consciences : celle de la complicité (directe ou indirecte) de leurs dirigeants avec Israël pendant longtemps.

Ceci est le début de la fin de la souffrance du peuple palestinien qui souffre du joug sioniste depuis l'occupation de son pays il y a 64 ans par les milices criminelles sionistes venant d'ailleurs, qui occupent la Palestine et qu'on appelle abusivement « les Hébreux ». Ils n'ont aucun rapport historique avec la Palestine, ni avec le sémitisme, ni avec les Hébreux. Ils sont des falsificateurs de l'histoire qui se disent « juifs », alors qu'en réalité sont des descendants de juifs qui ont été judaïsés en dehors de la Palestine. Mais eux-mêmes ne sont pas juifs, puisqu'ils sont tous des athées, des « communistes ». Ils se sont servis du judaïsme pour tromper les juifs d'Europe dans le but de les inciter à émigrer vers la Palestine afin de justifier leur demande auprès des grandes puissances pour fonder un Etat en Palestine : « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », selon leur slogan « mobilisateur » qui consistait à recruter les juifs persécutés en Occident à émigrer en Palestine.

Les peuples se libèrent

Les peuples du monde entier seront libres avec la libération totale du peuple palestinien, libération qui se réalisera au fur et à mesure que les peuples prennent conscience du danger de l'idéologie sioniste. Cette délivrance a commencé par l'adhésion des peuples au BDS pour le boycott d'Israël ; elle a été suivie par le vote des 107 Etats membres de l'ONU, du 31 octobre pour l'admission de la Palestine comme membre à part entière de l'UNESCO. Et elle s'achèvera par la mise à mort de l'idéologie sioniste. Lorsque la victoire du Droit sera remportée sur l'injustice, avec la fin de la domination sioniste sur les peuples et leurs dirigeants, le monde sera soulagé et les peuples libérés.

Le vote de la France pour l'admission de la Palestine à l'UNESCO est un pas important en avant pour le peuple français qui ne comprend la politique de deux poids deux mesures au profit d'Israël menée par ses dirigeants depuis des décennies. Ce pays qui a été l'un des puissances qui ont injustement livré la Palestine aux milices sionistes pour se faire pardonner de la collaboration du gouvernement de Vichy avec les nazis, ceci est un signe de délivrance pour le peuple français qui voit ses dirigeants se libérer, enfin, de cette culpabilité dont le peuple français n'a aucune responsabilité. Pour une fois, nous pouvons dire que la décision de la France lors de ce vote honore le peuple français.

Nous espérons que la France mette définitivement fin à sa politique de deux poids deux mesures, menée jusqu'alors au profit d'Israël et au détriment du peuple palestinien. Les dirigeants de ces 107 pays ne pouvaient plus continuer à subir des humiliations d'Israël et de ses représentants sans réagir. Par leur décision d'honorer la justice, ils ont lancé un message à leurs peuples pour leur dire qu'ils ne pouvaient plus continuer à être complices des crimes d'Israël en leurs noms. Il reste à espérer que les dirigeants des Etats qui ont voté contre ou se sont abstenus lors de ce vote se ressaisissent et rendent la dignité à leurs peuples en rejoignant les autres qui ont décidé de se libérer du joug siono-étasunien.

Les USA toujours à plat ventre !

Rien ne peut justifier l'attitude des USA qui ont voté contre le « oui », en bafouant à la fois les droits de l'Homme et la morale. Ceci nous rappelle le vote de la résolution 181 de 1947 que les USA et l'URSS ont organisé pour partager la Palestine au profit des milices sionistes dont chacun des deux Etats espérait avoir une gigantesque base militaire à ses services en Palestine, qui s'appellerait « l'Etat d'Israël ». Il a fallu un troisième vote imposé par les USA lors duquel le « oui » des petits Etats qui composaient le « conseil de sécurité » de l'ONU - qu'il convient d'appeler plutôt « conseil d'insécurité ». Les USA ont tout fait pour que cette résolution soit votée en faveur du partage, en menaçant la France (qui s'était

abstenu au deux premiers votes) de lui supprimer les aides qui lui ont été attribuées par le plan Marshall pour la reconstruction du pays ravagé par la seconde guerre mondiale.

L'ironie du sort c'est que c'est Israël qui considère le vote de l'UNESCO injuste et retire sa participation d'un million d'euros à ce dernier ! Cet Etat de l'apartheid, qui est lui-même est illégal se permet de parler de l'égalité et des droits de l'Homme, et rejeter le vote de 107 voix favorable au « oui » contre 14 voix pour le « non ». Même si on considère que le partage de la Palestine validé par l'ONU est « légal », la résolution 273 de ce même organisme valide son illégalité. En effet, cette résolution stipule que l'ONU reconnaît l'Etat d'Israël sur la base de l'engagement de son représentant au sein de l'ONU selon lequel le tout nouvel Etat membre de l'ONU respecte les résolutions 181 (concernant le partage de la Palestine) et la 194 concernant le retour chez eux des réfugiés palestiniens expulsés par les milices sionistes durant la guerre d'agression menée contre le peuple palestinien à qui elles ont volé le pays.

Les médias sionistes occidentaux montrent un peu plus leurs canines

La presse sioniste des USA renchérit et prend position pour l'Etat terroriste d'Israël. Ainsi, le « Washington Times » a écrit ceci : « Il n'y a pas et il n'y a jamais eu un pays appelé Palestine » Et il ajoute : « Le terroriste et chef palestinien Yasser Arafat a inventé un peuple qui n'a jamais existé ». Il s'est certainement inspiré du titre du livre de l'Israélien, Shlomo Sand : « comment fut inventé le peuple juif ? » Quant la chaîne TV « CNN », elle déclare ceci : « Il n'y a qu'une seule façon de voir émerger un Etat palestinien. Seulement si les Israéliens donnent leur accord. Ils ont la terre, ils ont les armes, ils ont l'argent ». Ce qu'il convient de rappeler au lecteur non informé c'est que ces médias, tenus par le lobby sioniste US, se considèrent eux-mêmes en Israël tout en agissant à partir du territoire américain.

Les USA ont mis leur menace en exécution : celle de suspendre leur part de financement destiné à l'UNESCO (70 millions de dollars). Une somme très importante pour l'organisme, mais l'honneur des chefs d'Etats qui ont voté « Oui » l'a importé (pour une fois !) sur les dollars de corruption que les USA utilisent partout dans le monde, notamment pour corrompre les régimes du tiers monde et humilier les peuples tout en les affamant.

Pour compenser ce manque de financement, nous recommandons à l'UNESCO de se tourner vers les cheikhs pétrodollars du Golfe arabo-persique pour en avoir l'équivalent. Il suffit que ces cheikhs diminuent le rythme de visite de leurs émirs aux casinos occidentaux, où ils gaspillent chaque année mille fois plus que cette somme manquante, qui est un montant dérisoire eux.

Les révolutions modèles des peuples arabes

Jusqu'à quand les USA vont ramper à plat ventre devant Israël et ses lobbies qui le représentent au sein des institutions de l'Etat, en les humiliant, et à travers eux leur peuple ? Nous pensons que cela ne durera pas longtemps puisque le peuple étatsunien a commencé à bouger, à l'instar des peuples arabes ; idem pour les peuples européens qui expriment leur ras-le-bol au fur et à mesure que la crise provoquée par les fabricants d'armes et précurseurs des guerres mettent en cause leur mode de vie. Après avoir longtemps exporté le pétrole, le gaz et l'émigration vers l'Occident, les pays arabes leur « exportent » aujourd'hui leurs modèles libérateurs : la Révolution à la Gandhienne.

Ainsi, nous voyons des manifestations et campements, à l'égyptienne, dans tous les Pays d'Europe et d'Amérique dont les manifestants demandent le changement de leurs systèmes économiques et politiques. Au moment de la rédaction de ce texte, nous apprenons que le gouvernement grec va organiser un référendum pour permettre au peuple de décider de son avenir, s'il doit rester ou sortir de l'euro. Ce peuple qui a éclairé le monde occidental par le passé est menacé par la misère que le capitalisme lui impose. Il a réclamé un référendum car il ne veut pas continuer à payer la crise créée par ce capitalisme vampire qui, en plus, bénéficie des aides publiques au détriment des contribuables.

La Victoire finale approche

Enfin, cet heureux évènement qui a permis la reconnaissance de la Palestine en tant que membre à part entière au sein de l'UNESCO, n'est que le prélude de la victoire finale du peuple palestinien. Et ce n'est que justice faite à ce peuple dont l'injustice qui lui a été imposée est unique dans les annales de l'Histoire de l'humanité. Cette injustice est unique dans la mesure où elle a été validée par les grandes puissances qui avaient les pouvoirs de décisions, et ce au nom des valeurs universelles qu'ils bafouent allègrement, mais aussi au nom de leurs peuples qu'ils déshonorent. C'est à ces peuples de prendre en main leur destinée en mettant fin à la domination d'une minorité qui les exploite et les méprise, en faisant chez eux leur propre « printemps ».

Chérif BOUDELAL (

1er Novembre 2011 – immigrationstoriys@yahoo.fr)

1-2 Ali Abunimah : Un ou deux États ? Où est le réalisme ?

Ali Abunimah, journaliste palestino-américain, cofondateur de 'The Electronic Intifada', auteur de "One Country : A bold Proposal to end the Israeli-Palestinian Impasse" était présent au colloque « Un ou deux États », organisé à Bruxelles ce samedi 19 novembre par Palestina Solidariteit, en collaboration avec d'autres mouvements.

Il y prenait la parole après une première session où plusieurs spécialistes ont exprimé leurs points de vue, suivi d'un débat avec la salle.

"Brigitte Herremans, dans la précédente session, s'est excusée auprès de moi, en disant qu'elle ne pouvait pas rester. J'aurais aimé qu'elle puisse rester, parce que je veux réagir à certains de ses commentaires. Elle parlait d'autodétermination et elle disait que les Palestiniens ne devaient pas abandonner l'autodétermination, comme si appeler à un État unique signifiait abandonner l'autodétermination.

A mon avis, elle commet une erreur fondamentale, elle confond autodétermination et création d'un État or les deux ne sont pas la même chose. Et, en effet, la création d'un État à savoir un État palestinien dans une partie de la Palestine, ce n'est pas de l'autodétermination, c'est le contraire de l'autodétermination, c'est la négation de l'autodétermination, parce que c'est délibérément destiné à priver de ses droits la majorité du peuple palestinien.

Imaginons que demain l'impossible se produit, qu'Israël se retire de la Cisjordanie et qu'il met un terme à son blocus criminel contre Gaza, et que l'État palestinien soit établi là-bas.

Bon, est-ce cela l'autodétermination ? Si on s'appuie sur les termes de la prétendue résolution à deux États, cela ne l'est pas. Parce que beaucoup de Palestiniens vont être privés de leurs droits.

Les réfugiés ne pourront pas retourner dans leurs maisons, dans ce qui s'appelle maintenant Israël, pour la seule raison qu'ils ne sont pas juifs, pour la raison la plus raciste possible. S'ils ne pouvaient pas y retourner parce qu'ils ont une peau trop foncée, personne ne dirait : « C'est bien, nous le respectons. » Tout le monde dirait : « C'est du racisme. » Être juif, comme Israël le définit, n'est pas un choix, pas un ensemble de croyances, ce n'est même pas une religion. C'est une identité génétique selon la conception qui prévaut en Israël. Donc c'est tout aussi arbitraire que la couleur de la peau. Donc les réfugiés palestiniens seraient privés de leurs droits par la prétendue solution à deux États. Et ceux des Palestiniens qui sont théoriquement des citoyens d'Israël, seraient contraints de vivre dans un état raciste appelé « État juif ». Donc leurs droits à l'autodétermination seraient supprimés. En échange de quoi ? Qu'un tiers de la population palestinienne puisse vivre dans un bantoustan.

Donc, premièrement, la solution à deux États est une solution raciste. Deuxièmement, on demande à un groupe de Palestiniens de renoncer à leurs droits humains pour que des droits limités soient accordés à

un autre groupe de Palestiniens. Donc, c'est aussi une proposition qui contredit les droits palestiniens et le droit à l'autodétermination. Et cela est clairement visible dans chaque aspect de tout ce qui s'est passé au cours des vingt ans qui ont suivi les accords d'Oslo. Et notez bien qu'Israël ne parle plus d'une solution à deux États. Il parle d'une solution « de deux États pour deux peuples ». Et c'est fondamental.

Vous vous rappelez Condoleezza Rice ? Ce n'est pas quelqu'un qu'on peut considérer comme politiquement très progressiste. Mais elle a publié un livre, il y a quelques semaines, et, dans son livre, elle parle de la question palestinienne et elle évoque un entretien avec Tsipi Livni, qui était alors ministre des Affaires étrangères. Et Condoleezza Rice écrit : « J'étais choquée d'entendre Tsipi Livni parler des objectifs israéliens en terme d'un État purement juif sur le plan ethnique. J'étais choquée. » Bien que Condoleezza Rice soit très à droite aux États-Unis (maintenant tout le monde est très à droite aux États-Unis, y compris Barack Obama). Mais, néanmoins, elle a été élevée en Caroline du Sud sous le système de l'apartheid, l'apartheid officiel qui a existé aux États-Unis jusque dans les années soixante. Et ce que Tsipi Livni disait, rappelait à Condoleezza Rice le Sud des États-Unis où elle a grandi.

Donc, voilà ce que veut dire une solution à deux États. Et le langage fantaisiste d'un prétendu processus de paix, lorsqu'ils parlent de « deux États vivant côte à côte en paix », c'est bien la dernière chose qui se passerait s'il y avait deux États.

Et nous le savons. Avigdor Lieberman disait : « Si nous donnons un État aux Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, nous nous retrouvons avec un demi-État car ce que nous voulons, c'est un État juif. Quel intérêt avons-nous de céder des territoires si nous avons toujours un million et demi de Palestiniens qui vivent parmi nous ? »

Et Tsipi Livni a dit la même chose publiquement et aussi de façon répétitive lors des négociations avec l'Autorité palestinienne. Et cela a été détaillé dans les « minutes » des « Palestine Papers » qui ont été rendues publiques par Al Jazeera plus tôt dans l'année.

Les Israéliens n'ont pas cessé de poursuivre leur but de se débarrasser des Palestiniens en Israël et de les transférer vers un État palestinien. Donc le résultat le plus probable d'une tentative de re-diviser la Palestine en deux États ne serait pas la paix. Ce serait le nettoyage ethnique des Palestiniens d'Israël vers d'autres parties de la Palestine. Ce serait l'achèvement de ce qu'Israël a commencé en 1948 et cela se passe déjà maintenant.

Cela se passe au Naqab avec les Bédouins, cela se passe à Jaffa, cela se passe à Akka, cela se passe à Haïfa, où vous avez des colons de la Cisjordanie qui se rendent dans les villes à l'intérieur d'Israël en utilisant exactement les mêmes techniques qu'ils ont utilisées à Hébron, à Jérusalem-Est pour expulser les Palestiniens qui restent à Jaffa, Akka et Haïfa . Donc tel serait le résultat : ce serait le nettoyage ethnique et la perpétuation du conflit.

Et même si les Palestiniens avaient un État dans une partie de la Palestine, de quoi aurait-il l'air ? Nous savons déjà que cela peut être un État, mais que ce ne sera pas la libération.

Et ce ne sera pas l'autodétermination. Ce serait un État "comme tout autre État" dans le pire sens du terme. Un État qui, dès le moment où il naîtrait, se trouverait déjà dans les mains d'élites néolibérales, dans les mains du FMI, dans les mains des « donateurs » européens, dans lequel le dernier à avoir son mot à dire serait le peuple palestinien, les citoyens même de ce prétendu État.

Et ce n'est pas pour cela que les Palestiniens se sont battus : ils ne se sont pas battus pour avoir un Kosovo occupé par l'Otan et dirigé par l'Union Européenne. Même les États de l'UE ne sont pas gouvernés par leurs peuples, aujourd'hui.

Je veux dire : Salam Fayad, quelqu'un dont personne, aucun Palestinien, n'avait jamais entendu parler avant, qui a été imposé par la soi-disante communauté internationale, et lorsque nous utilisons le terme de « communauté internationale », nous devons savoir de quoi nous parlons : cela veut dire les États-

Unis et tout ceux qui sont d'accord avec les Etats-Unis. C'est cela la soi-disant communauté internationale. Ce n'est pas l'Indonésie ou l'Inde ou l'Afrique ou le peuple, ce n'est pas cela, la communauté internationale.

"Un million et demi de personnes à Gaza sont mises en cage comme des animaux, parce qu'elles ne sont pas juives. C'est la seule raison."

Donc, Salam Fayad est devenu le modèle, même pour l'Europe : vous prenez un quelconque banquier du FMI ou de la Commission européenne, et vous l'imposez sans élections, c'est ce qui s'est passé en Grèce, c'est ce qui s'est passé en Italie, et vous feriez bien de choisir un Premier ministre en Belgique avant que l'Union Européenne ne vous en choisisse un à votre place. Donc, c'est cela le modèle, et cela n'a rien à voir avec la libération de la Palestine, cela n'a rien à voir avec les droits du peuple palestinien.

Quelqu'un mentionnait : « A quoi bon de parler d'une solution à un État, si les Israéliens ne l'acceptent pas." Ceci est vraiment une façon de pensée complètement erronée.

C'est une façon de penser qui serait logique si vous pensiez que les Palestiniens et les Israéliens sont égaux, que cela se passe dans un cadre de négociation démocratique. Mais les Israéliens et les Palestiniens ne sont pas des néerlandophones et des francophones vivant en Belgique. Il y a un peuple occupé, colonisé, vivant sous la botte d'un régime colonial brutal, soutenu par les Etats-Unis et l'Union Européenne, entre autres, et vous ne pouvez pas parler d'eux en tant qu'égaux, négociant les uns avec les autres dans une situation de parité. Donc l'opinion des colonisateurs ne devrait pas être notre préoccupation. Vous savez, ce que nous disons, c'est que les colonisateurs doivent mettre un terme à leur occupation et à leur colonialisme. On ne peut pas leur demander cela.

Personne ne disait que les colons français qui ne voulaient pas mettre fin à leur beau régime de colonisation, qu'ils avaient "le droit à l'autodétermination". On ne se préoccupait pas de ce qu'ils pensaient. Personne ne disait - quoique que certains l'aient pourtant dit, mais il appartenait à une droite très extrémiste - que les blancs en Afrique du Sud ne voudraient pas accepter la démocratie et que pour cette raison, il ne fallait pas leur demander de mettre un terme à l'apartheid. Ou que nous devrions dire aux noirs en Afrique du Sud : acceptez les bantoustans que le régime blanc vous donne, parce que ce qu'il y a de mieux pour vous, vous devez être pragmatiques.

En fait, quand vous regardez les sondages d'opinion, les études qui ont été faites parmi les blancs en Afrique du Sud, dans les années 80 et jusqu'en 1993, la majorité écrasante des blancs en Afrique du Sud était opposée au système de « un homme – un vote ».

Il n'existait pas de grand soutien à la démocratie chez les blancs en Afrique du Sud, ils y étaient opposés. Ils disaient : « OK, on peut de nouveau négocier, nous pouvons avoir une sorte de partage de pouvoir, mais une personne – un vote, c'est hors de question. »

Alors qu'est-ce qui a fait la différence ? Quelqu'un l'a mentionné : la pression, le boycott, le désinvestissement et les sanctions. La logique consistant à boycotter Israël et exercer des pressions sur Israël, ce n'est pas pour nous faire sentir bien nous-mêmes, mais pour changer les dynamiques de pouvoir. Israël peut dire non, parce qu'il est fort. BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) veut changer cette dynamique de pouvoir. De sorte qu'Israël ne dicte plus ce qui est possible et considéré comme réaliste, et ce qui est considéré comme pragmatique.

Une des choses que les gens disent parfois, c'est que réclamer le droit au retour n'est pas pragmatique. Les réfugiés palestiniens doivent être réalistes. Il n'y aura pas de retour, vous savez, parce que vous devez être pragmatiques. Pourquoi ? Cela n'est pas pragmatique du tout. Israël parle d'amener encore un million de Juifs venant de monde entier afin de les faire vivre en Israël et dans les territoires occupés. Est-ce que cela est pragmatique ? Cet espace, cette terre disponible : apparemment Israël a assez de ressources pour construire des maisons pour eux... Donc il paraît qu'il est pragmatique d'amener un

million de colons, mais pas de ramener les gens qui sont vraiment de là ! Donc il n'y a pas un problème d'espace, ou de terre, ou de maisons ou de ressources.

Ce qui est supposé être pragmatique c'est que les Palestiniens ne sont pas des juifs, c'est la seule raison. Un million et demi de personnes à Gaza sont mises en cage comme des animaux, parce qu'elles ne sont pas juives. Si ces gens étaient juifs, si on pouvait changer une chose concernant les gens de Gaza, s'ils étaient juifs, Israël ouvrirait les barrières et le mur du ghetto pour les inviter à revenir chez eux, dans leur pays. C'est de cela qu'il s'agit.

Donc, dans cette soi-disant solution à deux États, il s'agit de préserver Israël en tant que colonie de peuplement dans laquelle les Juifs maintiendront le contrôle politique, économique et militaire.

Un point que quelqu'un d'autre mentionnait dans la session précédente, c'est que s'il y a un État, comment pouvons-nous garantir qu'il ne perpétuera pas simplement le statu quo avec les Juifs israéliens en tant que classe privilégiée et les Palestiniens restant la classe pauvre ?

Bien sûr, nous ne pouvons pas garantir cela, s'il n'y a pas un effort significatif en vue de renverser et corriger cette situation. Mais c'est une fausse affirmation de penser que « deux États » puisse modifier cette situation. En fait, « deux États » rend incontournable, enserre et légitime l'inégalité. Comme aujourd'hui. Israël dit : on n'est plus à Gaza ; Gaza n'est pas notre problème. Le fait que le revenu moyen à Gaza est de un quarantième d'un revenu moyen en Israël, que la population de Gaza vit avec un revenu situé en dessous du nécessaire vital, ce n'est pas notre problème. Gaza, ce n'est pas Israël. Gaza est seulement une partie d'Israël au moment où la Flottille arrive. Alors soudainement, la Flottille viole la souveraineté d'Israël. Mais, sinon, ce n'est pas notre problème. Ceci serait la situation s'il y avait un soi-disant État palestinien. Comme c'est la situation maintenant entre l'ancienne Europe coloniale et l'Afrique. Bien, ces pays sont pauvres, mais ils sont indépendants. Et nous leur accordons "de l'aide" par un effet de notre générosité. Mais nous n'avons pas de responsabilité pour réparer les conséquences du colonialisme. Ce ne sont pas nos citoyens. Donc la création d'États a été une garantie de pauvreté, une garantie de dépendance et une illusion d'indépendance. Et nous connaissons cela assez maintenant dans la période post-coloniale. C'est simplement un mensonge de continuer de dire au peuple palestinien que s'il peut agiter un drapeau et dire qu'il a un État, qu'il va avoir ses droits et que sa situation va être améliorée.

Donc, pour résumer : nous devons changer de discours, et éliminer, que cela nous plaise ou non, ce discours mort concernant la création d'un État, d'institutions d'un État formel, cette fausse déclaration d'État qui n'a rien à voir avec l'autodétermination et poser à nouveau les problèmes en termes de droits. Et des droits pour tout le peuple palestinien. Pas seulement des Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Mais aussi des Palestiniens en Israël qui ont le droit de vivre comme un peuple libre et égal dans leur pays, pas sous le régime d'un état juif raciste. Des réfugiés palestiniens qui ont le plein droit de participer à l'autodétermination, y compris avec un réel droit au retour. Nous devrions plus être préoccupés par les droits des réfugiés que par les droits des colons israéliens. Je ne comprends pas d'où vient cette préoccupation. Et est-ce que cela veut dire que les Juifs israéliens n'ont pas leur place ici ? Yasser Arafat disait en 1974 dans son fameux discours aux Nations unies :

« Nous voulons vivre ici, avec les juifs qui sont d'accord de vivre avec nous sur une base démocratique et d'égalité, sans privilèges racistes ou coloniaux ». Je pense que la plupart des Palestiniens soutiennent cette idée. C'est un mensonge pur et simple de prétendre que les Palestiniens disent qu'il faut rejeter les Juifs à la mer. La question n'est pas de savoir si les Palestiniens sont d'accord de vivre côte à côte avec les Juifs sur une base d'égalité, mais bien de savoir si les Israéliens sont d'accord de faire cela. » Et la réponse, jusqu'à présent, a été négative.

Israël parle d'une « menace démographique » et d'un « suicide ». Mais il ne s'agit pas d'une menace contre la sécurité physique des Juifs, mais d'une menace contre le système d'apartheid et les privilèges dont profitent les Juifs sous ce système.

Laissez-moi finir ici, en disant que le point fondamental, ce qui va déterminer la situation, ce n'est pas ce que nous discutons ici dans cette salle, mais la lutte que nous engageons, en particulier en Europe pour mettre l'accent sur le BDS, pour le soutenir, pour le pousser en avant. Merci."

Mardi, 22 Novembre 2011 19:43

Ali Abunimah

<http://www.pourlapalestine.be/>

Netanyahu lance un programme de 2000 logements

...1-3 Hassan Moali : Israël défie le monde.

«Israël construira où bon lui semble à Jérusalem, sa capitale éternelle...», dixit Benyamin Netanyahu.

Comme il fallait s'y attendre, l'enfant gâté du monde occidental et frère de sang des Etats-Unis, Israël, a décidé de punir de la manière la plus détestable les Palestiniens coupables d'avoir enfin désormais une voix au sein de l'Unesco. En décidant au pied levé de lancer un gigantesque programme de construction de 2000 logements au profit des colonies sauvages, le cabinet Netanyahu fait un bras d'honneur à ce qu'on appelle abusivement la communauté internationale. C'est en effet un véritable défi qu'a lancé hier le Premier ministre de l'entité sioniste devant la Knesset (Parlement) en déclarant, sentencieux, qu'Israël «construira où bon lui semble à Jérusalem, sa capitale éternelle, y compris dans la partie orientale annexée de la ville sainte où les Palestiniens veulent établir la capitale de leur futur Etat». Et dans la bouche de Netanyahu, cette décision est scellée et non négociable, arguant du fait que «c'est notre droit et notre obligation». Netanyahu tentait de ne pas établir le parallèle avec le succès diplomatique de la Palestine à l'Unesco, en affirmant que l'accélération et la colonisation «n'est pas une punition, mais le droit fondamental de notre peuple de construire sa capitale éternelle».

Mais plus clairement, on est bien face à une punition en bonne et due forme. Cette escalade constitue, du coup, une insupportable provocation des Nations unies pour qui la poursuite des colonisations est déjà frappée d'illégalité. De fait, Israël a abattu successivement sa main lourde contre les Palestiniens et contre la légalité internationale.

A commencer par la coupure de l'internet – rétabli hier – dans toute la Cisjordanie. S'en est suivi un énième programme de colonisation, qui constitue pourtant la pierre d'achoppement de toute reprise des négociations.

Punition et défi

Mais face à cette déclaration de guerre contre le «machin» de l'ONU, les grandes puissances, si promptes à brandir la menace de représailles contre l'Iran, la Syrie, la Libye, se contentent de verser des larmes de crocodile sous forme de condamnations, somme toute sympathiques pour sauver la face. Ces sanctions ont été condamnées par la France (qui a voté en faveur de l'entrée de la Palestine à l'Unesco), l'Union européenne, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Mais ces condamnations de circonstance n'entament pas la volonté d'Israël, bien protégé sous le parapluie US, d'appliquer ses propres résolutions sur le terrain, au mépris de tous. La preuve ? «Jérusalem ne reviendra jamais à la situation dans laquelle elle était à la veille de la guerre des Six-Jours», a répété à qui voulait bien l'entendre Benjamin Netanyahu.

En clair, l'entité sioniste ne compte pas céder sur les terres annexées en 1967, allant à contre-courant de la communauté internationale, y compris des Etats-Unis.

Un processus de paix, pour quoi faire ?

Une annexion qui n'a jamais été pourtant reconnue par la communauté internationale et considère Jérusalem-Est comme un territoire occupé. Se pose alors la question de savoir à quoi servirait la reprise du processus de paix, qui passionne tant les Américains, sachant que Tel-Aviv ne veut rien négocier qui la repousserait au-delà des frontières de 1967 ? Les dirigeants palestiniens ont eu raison de considérer, hier, le nouveau plan de colonisation israélien comme «un acte destructeur pour le processus de paix».

«Par ces décisions, Israël a dévoilé clairement ses intentions d'intensifier ses activités illégales dans les territoires palestiniens occupés et de détruire les négociations de paix, suspendues depuis fin octobre 2010», ont dénoncé des responsables palestiniens, commentait à juste titre le porte-parole de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Rodeïna.

Yasser Abd Rabbo a qualifié quant à lui ces décisions de «chose extrêmement dangereuse car Israël vise, par ses actions, à affaiblir le rôle de l'Autorité palestinienne». Pour lui, Israël veut aussi «amplifier sa campagne de colonisation avant la tenue, fin novembre, de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU destinée à l'examen de la candidature de la Palestine en tant qu'Etat membre à part entière des Nations unies». Il n'est pas sûr cependant que ces cris de détresse des responsables palestiniens soient captés par les puissants de ce monde, occupés à chercher d'autres pays arabes à «printaniser» et préoccupés par le souci de trouver des marchés pour renflouer leurs banques en faillite.

Hassan Moali

03.11.11 | 01h00

http://www.elwatan.com/international/israel-defie-le-monde-03-11-2011-146077_112.php

1-4 Pierre-Yves Salingue : Novembre 1947 / Septembre 2011 : le crime était presque parfait !

Un texte remarquable Palestine - 25 septembre 2011

Le scénario avait été particulièrement travaillé. 64 ans après le vote par l'ONU du plan de partage de la Palestine en faveur de l'entreprise coloniale sioniste et contre la volonté et les intérêts des peuples arabes de la région, on allait liquider la cause palestinienne en faisant croire que « la solution évidente des deux Etats » avait enfin été acceptée par tous. Les déclarations optimistes d'Abbas et de Fayyad, autorisées et confortées par divers discours d'Obama en 2009 et 2010, avaient ancré dans les esprits l'idée de « l'Etat palestinien en septembre 2011 ». Les dirigeants israéliens eux-mêmes avaient émis quelques propos élogieux sur l'excellence de la coopération sécuritaire pour réprimer la résistance et sur les convergences des initiatives de Fayyad avec le plan de « paix économique » de Netanyahu.

Avant même la mort d'Arafat, les dirigeants impérialistes avaient assuré la continuité d'une représentation palestinienne qui leur convienne. Après avoir été imposé comme Premier ministre, Abbas avait été élu Président de l'Autorité en 2005. Certes, en 2006, le vote démocratique en faveur du Hamas des Palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza avait mis la manœuvre en péril. Mais les arrestations par l'armée d'occupation des parlementaires Hamas nouvellement élus et le blocus imposé aux Palestiniens qui prétendaient choisir leur gouvernement avaient permis d'imposer une équipe menée par Fayyad et présentant les garanties exigées par les bailleurs occidentaux de l'Autorité palestinienne. Conscient de l'absence totale de légitimité politique de Fayyad pour les Palestiniens (2% aux élections de 2006 !), les dirigeants impérialistes ont fermé les yeux sur la prolongation unilatérale par Abbas de son mandat présidentiel expiré depuis janvier 2009 !

Quant au fait que sa « légitimité révolutionnaire » au sein de l'OLP tient d'une part à un congrès du Fatah tenu à Bethléem en 2009 sous contrôle de l'armée d'occupation et d'autre part à l'absence totale de fonctionnement démocratique de l'OLP, dont l'instance suprême de décision ne s'est pas réunie depuis plus de 10 ans..., ils n'en ont évidemment cure, tant que l'actuelle direction autoproclamée leur est utile.

On s'acheminait donc vers l'adoption de « la seule solution possible, connue de tous, la solution à deux Etats, israélien et palestinien, vivant côte à côte en paix et en sécurité. »

On allait enfin connaître la fin d'un « drame de plus de 60 ans » grâce à la générosité occidentale qui octroyait un Etat à des Palestiniens méritants et aux « sacrifices douloureux » des Israéliens qui renonceraient (provisoirement !) aux 10 à 15 % de la Palestine mandataire laissés aux Palestiniens. A défaut de pouvoir rentrer chez eux, dans leurs foyers, les réfugiés pourraient voyager grâce à un passeport, les Palestiniens discriminés en Israël seraient invités à rejoindre l'un des bantoustans

constituant l'Etat palestinien, ce bantoustan pouvant d'ailleurs être le résultat d'un échange de territoires permettant à Israël d'annexer les blocs de colonies.

La pièce était jouée ! A l'occasion de cet « évènement historique », on ne parlerait ni du siège de Gaza, ni des 12.000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, ni de la construction à un rythme effréné des colonies, ni de la multiplication des agressions armées des colons fanatiques en Cisjordanie, ni de la judaïsation accélérée de Jérusalem, ni de l'aggravation de la situation des réfugiés dans les camps...

Tous les projecteurs seraient braqués sur la proclamation de l'Etat de Palestine et peu importe que celui-ci soit vide de toute souveraineté et sans conséquence aucune sur la réalité de l'occupation. On maintiendrait à distance les victimes de l'ultime braderie des exigences palestiniennes, réfugiés sans droit au retour réel, Palestiniens expulsés de Jérusalem, Palestiniens de 48 soumis à l'apartheid en Israël, etc. dont on couvrirait les cris de colère par les slogans des manifestants soutenant le spectacle : enfants des écoles dont les cours sont suspendus le temps du rassemblement, employés de l'Autorité contraints d'interrompre le travail et d'aller manifester pour toucher le salaire, chômeurs qui se voient offrir un sandwich et du soda en échange de leur participation... Et dans les mosquées, à la fin de la prière, on ferait lire un texte appelant à soutenir les efforts extraordinaires du Président !

Insensiblement, au fur et à mesure qu'on se rapprochait de l'échéance de septembre 2011, les choses se sont gâtées. Le scénario consensuel s'est délité et la direction palestinienne s'est retrouvée dans cette situation ubuesque de devoir justifier les raisons pour lesquelles elle demandait l'Etat croupion qui lui avait été antérieurement consenti par le parrain US à qui elle avait une fois de plus fait confiance.

Pour le coup, l'or s'est changé en plomb et ce qui devait être un acte historique a été remplacé par une polémique saugrenue où le sort de millions de Palestiniens est réduit au dilemme suivant : la proclamation de l'Etat de Palestine et son admission à l'ONU doit-elle précéder la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens ou la négociation doit-elle forcément reprendre avant la proclamation de l'Etat ?

La frénésie des rencontres bilatérales, des voyages éclair, des réunions d'urgence, des initiatives de la dernière chance, etc. semble sans effet sur la possibilité de trouver une solution à cette variante onusienne du fameux dilemme de la poule et de l'œuf : c'est l'Etat qui précède la négociation ou c'est la négociation qui engendre l'Etat ?

Un instant déstabilisé, on pense inévitablement à la tirade de Macbeth : serions-nous en présence d' « une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, et qui ne signifie rien » ?

Mais en étant attentif, on constate que les acteurs qui s'écharpent devant les caméras sont toutefois d'accord sur un point : tout ceci n'aura en réalité aucune conséquence sur le quotidien des Palestiniens qui resteront soumis demain aux mêmes injustices qu'hier. Les prisonniers resteront prisonniers, les réfugiés resteront dans leurs camps, le blocus de Gaza ne sera pas levé, le mur de bougera pas d'un pouce, d'autres colonies sionistes seront construites sur les terres palestiniennes, etc.

On comprend alors qu'à l'ONU, la ligne de partage n'est pas entre ceux qui défendent les droits nationaux des Palestiniens et ceux qui soutiennent l'état colonial sioniste.

Le désaccord « qui fait craindre le pire » n'est en réalité qu'une divergence tactique entre ennemis du peuple palestinien.

Il y a ceux qui disent : « la situation dans la région menace de devenir de plus en plus instable, il faut essayer de tromper les Palestiniens tout de suite, demain on n'aura peut-être plus un Abou Mazen sous la main pour essayer de faire passer la pilule » et ceux qui répondent : « c'est justement parce que c'est instable qu'on doit se donner un peu de temps, on peut encore faire vivre l'industrie de la paix en attendant de voir comment ça évolue notamment en Egypte, et si Abou Mazen nous lâche, on se servira d'un autre aujourd'hui en réserve ».

Mais tous sont d'accord pour empêcher le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination. On pense alors à ces évènements extraordinaires en Tunisie, en Egypte, au Bahreïn, au Yémen, au Maroc... qui ont illuminé ces derniers mois le ciel obscur du désespoir palestinien.

Par ses excès mêmes, la dramatisation du dérisoire spectacle onusien témoigne de l'état de panique suscité par la mise en mouvement des masses arabes. On comprend que ce désordre général au sein du camp impérialiste est le résultat de l'affolement de chacun des acteurs qui concouraient au dispositif d'asservissement des peuples arabes en général et à l'oppression du peuple palestinien en particulier.

On comprend que la panique a gagné tous ces grands et petits bénéficiaires du dispositif de domination : la direction sioniste avide de poursuivre son plan de nettoyage ethnique, qu'elle doit parfois mettre en veilleuse mais qu'elle n'a jamais abandonné ; les dirigeants US qui voudraient créer les conditions leur permettant de rétablir un équilibre menacé par l'essor du processus révolutionnaire arabe notamment en Egypte, condition nécessaire au déploiement de l'ordre néolibéral sur la région du « Grand Moyen Orient » ; les dirigeants européens avant tout soucieux de la stabilité dans la partie arabe d'une zone méditerranéenne déjà fragilisée par la crise du capitalisme qui menace plusieurs Etats de l'Europe du Sud ; les Etats de la Ligue arabe menacés par la mise en mouvement de leurs peuples qu'ils pensaient avoir définitivement neutralisés ; et bien sûr, pièce indispensable de l'édifice, la petite élite palestinienne issue d'Oslo, et d'abord les dirigeants de l'OLP et de l'AP de Ramallah, qui n'ont d'autre horizon stratégique que celui de négocier, avec les dirigeants sionistes et sous patronage US, les conditions d'une reddition qui leur laissent quand même quelques privilèges matériels et symboliques.

Depuis plus de 20 ans, le terme attendu du « processus de paix » était la normalisation entre le monde arabe et l'Etat sioniste, « une intégration pleine et entière, consentie par ses voisins ».

L'état indépendant palestinien dans les frontières de 67 était la monnaie d'échange de cette intégration, alibi nécessaire à la normalisation des relations avec Israël pour tous les régimes arabes décidés à prendre leur place dans l'ordre néolibéral.

Mais la dynamique politique du sionisme et sa logique de colonisation ininterrompue ont détruit les bases mêmes de l'existence de cette monnaie d'échange : à force de coloniser, il ne reste plus rien à offrir !

C'est maintenant qu'éclate cette vérité parfois ignorée et toujours niée au sein du mouvement qui affirme sa solidarité avec le combat des Palestiniens : le rejet populaire d'Israël de la part de l'immense majorité des peuples arabes qui n'ont jamais accepté l'Etat sioniste imposé par la force au sein de l'Orient arabe. La réalité, c'est qu'il n'y a jamais eu d'adhésion populaire aux sempiternels discours de paix qui exprimaient seulement la soumission d'une élite occidentalisée ou la collaboration de régimes corrompus et soumis aux exigences impérialistes d'accepter « le partenariat avec Israël ».

Aujourd'hui, les questions se bousculent : Comment parvenir à faire oublier cette plaie ouverte depuis 1948 ? Comment faire pour supprimer ce ferment de révolution qui fait dire à tant d'Arabes que le moment est venu de balayer tous ces régimes arabes soumis et de poursuivre la lutte jusqu'à la libération de toute la Palestine ? Comment faire pour assurer la victoire de la normalisation alors que, du Caire à Amman, la colère populaire a remis l'Etat sioniste au centre de la cible de la révolution ? Comment faire pour stopper ce mouvement dont témoignent les actions déterminées contre les ambassades israéliennes, l'affirmation du refus de la normalisation avec Israël dans la plate-forme de la fédération des syndicats indépendants d'Egypte, la montée de l'exigence d'une véritable ouverture de Rafah, la remise en cause des accords économiques et politiques de l'Egypte et de la Jordanie avec l'Etat sioniste ?

Tel est le vrai dilemme des dirigeants impérialistes.

La colère qui couve en Palestine et au sein des peuples arabes n'éclatera pas en raison d'une prétendue frustration d'avoir été injustement privé d'un « Etat ». Ce qui provoquera demain la colère, ce seront les agressions de l'armée israélienne dans le Sinaï, la poursuite du blocus de Gaza et notamment le scandale de la prétendue ouverture de Rafah, les agressions croissantes des colons sionistes contre les villages palestiniens en Cisjordanie, la judaïsation accélérée de Jérusalem, les provocations contre le peuple du Liban, la répression des mouvements de réfugiés, la poursuite de l'occupation de l'Irak, les menaces d'intervention impérialiste en Syrie, etc.

Ce qui provoquera la colère, c'est la volonté impérialiste de priver les peuples arabes de leur droit de prendre en main leur propre destinée, de disposer des ressources de leur sol et, s'agissant du peuple palestinien, d'exercer son droit à l'autodétermination au sein de toute la Palestine, partie intégrante du Machrek.

Quand le pitoyable spectacle de « Palestine 194 » sera terminé, on pourra peut-être revenir au sujet oublié : celui de la libération de la Palestine.

Peut-être sera-t-il alors possible de comprendre que la faillite totale et définitive du projet d'une « Palestine partagée entre deux peuples » est tout simplement l'aboutissement logique du plan de

colonisation sioniste qui n'a pas commencé en 1967 et qui ne s'arrêtera jamais tant qu'existe un Etat sioniste qui est d'abord l'incarnation d'une idéologie coloniale réactionnaire, fauteur de guerre et facteur de haine, établi pour contrôler et diviser les peuples, au service de la domination impérialiste. La prochaine débandade de la direction palestinienne illégitime annoncera probablement son acte de décès et c'est tant mieux !

La fin de ce projet est en réalité une chance pour l'immense majorité des Palestiniens : un Etat croupion palestinien, dépourvu de toute souveraineté et légitimant l'existence de l'Etat d'Israël, eut été une étape supplémentaire dans la fragmentation territoriale et la division du peuple arabe.

La disparition de la perspective des deux Etats mettra un terme à une séquence historique porteuse d'illusions et de défaites. La suppression de cet obstacle est indispensable pour renouer le fil de l'Histoire du combat anti-impérialiste et anti-colonial mené pendant des décennies par les peuples de l'Orient arabe.

L'essor de la révolution arabe va bouleverser les termes de la lutte des Palestiniens en lui permettant de renouer avec la dimension anti-impérialiste et révolutionnaire qui a failli être détruite par les accords d'Oslo.

La question palestinienne va reprendre sa place centrale au sein de la question arabe : il ne s'agit pas d'une lutte pour « le partage de la terre entre deux peuples » mais de la remise en cause d'un Etat pivot de l'impérialisme au Moyen Orient et d'un combat pour l'émancipation.

L'affrontement n'est pas entre les 5 millions de Palestiniens et les 6 millions de Juifs israéliens présents sur la terre de l'ancienne Palestine mandataire mais entre le puissant essor des révolutions arabes en cours et l'Etat sioniste d'Israël, projection de l'Impérialisme occidental dans l'Orient arabe.

Cette modification du rapport des forces va entraîner une transformation radicale des termes de l'affrontement et de ses issues politiques possibles. Il entrainera aussi une remise en cause profonde de la représentation palestinienne.

Ceux qui pensent que c'est seulement « de son plein gré qu'Israël évacuera les territoires occupés », ceux qui approuvent Abbas quand il affirme « notre objectif n'est pas d'isoler ou de délégitimer Israël » vont devoir s'effacer, emportés par le naufrage de la stratégie qui a conduit aux accords d'Oslo.

C'est à la question du partage qu'il faut revenir en effet, mais en comprenant que le problème n'est pas l'absence d'un Etat palestinien.

Le conflit prend racine dans la création de l'Etat colonial et c'est pour cette raison que la solution n'est pas d'appliquer le plan de partage mais de l'annuler totalement, au nom de l'émancipation des peuples arabes contre le projet impérialiste d'accaparement des richesses et de contrôle stratégique de l'Orient arabe et au nom de la révolution arabe qui s'est remise en marche et qui se heurtera nécessairement à l'Etat sioniste partie intégrante de la contre révolution.

Pour celles et ceux qui soutiennent les droits des Palestiniens, le combat pour la Palestine n'est certes pas de soutenir une supplique visant à obtenir une quelconque reconnaissance de l'ONU qui a légitimé en 1947 un projet de nettoyage ethnique et a donné le feu vert aux troupes sionistes pour mener la guerre coloniale de dépossession et d'expulsion des Palestiniens, guerre qui se poursuit encore aujourd'hui.

Le combat pour la Palestine est dans la poursuite de l'action visant à isoler l'Etat sioniste, notamment en poursuivant la campagne BDS.

Il est dans le développement de l'action contre le blocus de Gaza, en prenant place aux côtés des révolutionnaires égyptiens dans la campagne pour l'ouverture totale de Rafah.

Il est dans l'engagement de forces militantes dans les actions des réfugiés aux frontières de la Palestine occupée, au Liban, en Jordanie et en Syrie.

Et il est, bien sûr, dans le soutien aux révolutions arabes, en solidarité notamment avec les révolutionnaires égyptiens en première ligne de la confrontation qui vient.

Pierre-Yves Salingue

<http://www.ism-france.org/analyses/Novembre-1947-Septembre-2011-le-crime-etait-presque-parfait--article-16092>

2 Boycott.

Journée d'action européenne contre les exportateurs de produits agricoles israéliens : 26 novembre

Communiqué du BNC (Comité National Palestinien du Boycott)

2-1 Retirez l'apartheid du menu !

Palestine occupée, 11 novembre 2011.

L'exportation de produits agricoles israéliens est au cœur du régime d'apartheid contre le peuple palestinien. C'est une partie intégrale du processus de colonisation et de destruction environnementale de la terre palestinienne, du vol de l'eau et du mauvais traitement des droits des travailleurs palestiniens [1]. Pendant des décennies, les entreprises agricoles israéliennes et les fermes ont exploité la terre des Palestiniens illégalement expropriés et l'eau qui appartient légitimement aux Palestiniens [2]. Ceci est le plus prononcé dans la vallée du Jourdain dans les territoires palestiniens occupés. L'Europe est le plus grand marché des produits agricoles israéliens [3].

Mehadrin et tous les exportateurs agricoles israéliens profitent de la vente des fruits de l'apartheid israélien et sont souvent directement impliqués eux-mêmes dans la colonisation de la terre et des ressources palestiniennes et dans l'exploitation du travail palestinien [5]. Exposer la complicité de ces sociétés, construire le boycott de leurs produits et faire pression sur les grossistes et les détaillants pour ne pas les commercialiser, voilà une forme efficace et vitale de solidarité avec la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité.

La campagne européenne contre Agrexco, principal exportateur agricole Israël précédemment, a été un énorme succès et un facteur majeur de la crise financière de la compagnie [4]. Les campagnes qui combinent l'action populaire BDS, l'action vers les médias et le lobbying ont conduit un certain nombre de supermarchés européens à déclarer empêcher la vente des produits des colonies. Il est maintenant temps de porter la campagne à l'étape suivante : agir contre toutes les sociétés d'exportations agricoles israéliennes pour s'assurer qu'elles ne peuvent plus vendre leurs produits de l'apartheid en Europe. Ce mois de novembre, le comité national palestinien du BDS (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, se joint à ses partenaires en Europe pour appeler les comités de solidarité, les syndicats, les O.N.G. et les personnes de conscience en Europe à participer à « Retirez l'apartheid du menu ! », un jour d'action européen contre les exportateurs agricoles israéliens.

Des actions créatives et populaires vont donner forme au boycott des produits israéliens par les consommateurs et aider à lancer et à construire des campagnes stratégiques, bien organisées et à long terme contre Mehadrin et contre les autres sociétés d'exportation agricole israéliennes qui sont au cœur de l'occupation, du colonialisme et de l'apartheid israéliens.

Retirons l'apartheid du menu !

Engagez-vous :

Voyez avec quelles sociétés d'exportations agricoles israéliennes vos supermarchés locaux traitent t-ils, et utilisez la journée d'action pour construire une campagne à long terme pour mettre fin à cette relation

contactez info@bdsmovement.net pour nous faire connaître vos plans, pour en savoir plus sur une action prévue dans votre région ou pour une aide dans la planification de la vôtre

[1] Ma'an Development Centre and Jordan Valley Popular Committees, Eye on the Jordan Valley

[2] Amnesty International, Thirsting for Justice : Palestinian Access to Water

Ma'an Development Centre, Draining Away : The Water and Sanitation Crisis in the Jordan Valley

[3] OECD, OECD 2010 Review of agricultural policies : Israel, p.50

[4] Shir Hever, Why did Agrexco go bankrupt ?

[5] Depuis l'effondrement d'Agrexco, Mehadrin est maintenant la première compagnie d'exportation agricole israélienne. Pour connaître le profil de Mehadrin, voir <http://whoprofits.org/Company%20Inf...>

Pour une information détaillée sur la complicité de tous les principaux exportateurs de produits agricoles israéliens, voir : Targeting Israeli Apartheid : a BDS Handbook by Corporate Watch

ou la partie pertinente de la base de données de Who Profits maintenue par la Coalition des Femmes pour la Paix à :

<http://whoprofits.org/Search%20Resu...>
BDSFrance contre Mehadrin. Action Chateaubriand

vendredi 25 novembre 2011 -

BNC/BDS

2-2 Saed Bannoura -: BNP Paribas se retire d'Israël après des pressions de la campagne de boycott.

La banque française BNP Paribas a décidé de se retirer de ses opérations en Israël, après que la banque ait été prise pour cible par la campagne internationale de Boycott, Désinvestissements et Sanctions, dont l'objectif est de faire des pressions économiques pour contraindre Israël à respecter ses obligations en matière de droit international.

Même si la banque a déclaré que son retrait d'Israël ne résultait pas de la campagne de pressions, mais plutôt de ses lourdes pertes durant la crise financière grecque, les officiels et banquiers israéliens ont déclaré qu'ils pensaient que la banque avait cédé aux pressions des organisations européennes de défense des droits de l'homme visant à la faire sortir d'Israël.

BNP Paribas va fermer ses bureaux et licencier 60 employés en Israël et mettre fin à ses financements des projets dans l'État juif.

Le gouverneur de la Banque d'Israël, Stanley Fischer, a déclaré aux journalistes du quotidien israélien Ha'aretz qu'il avait rencontré de hauts dirigeants de BNP Paribas à plusieurs reprises, et qu'ils avaient échangé des mots durs quand ils avaient annoncé leur décision de quitter Israël.

La banque d'Israël est une institution privée qui imprime la monnaie pour le gouvernement israélien et réglemente les taux d'intérêt en Israël. Elle a succédé à la Banque anglo-palestinienne qui a rempli ses fonctions jusqu'en 1948, date à laquelle l'État d'Israël a été créé sur la terre de la Palestine historique.

Les militants de la campagne BDS ont pris pour cibles, les banques, les institutions financières, les entreprises et les universités de par le monde qui investissent en Israël. Le mouvement s'est comparé au mouvement anti-apartheid contre le gouvernement sud-africain dans les années quatre-vingt.

Certains des principaux organisateurs de la campagne BDS contre Israël sont des Sud-Africains, lesquelles comparent la situation des Palestiniens à celles des Sud-Africains noirs sous le système raciste de l'apartheid. Par exemple, l'archevêque Desmond Tutu, le Président Nelson Mandela, et la plus importante organisation syndicale en Afrique du Sud, le COSATU.

Ces dernières années, la campagne BDS a réussi à convaincre des dizaines d'entreprises de sortir d'Israël, dont la Deutsche Bank qui s'est désinvestit d'Elbit, une entreprise israélienne impliquée dans la construction du mur d'annexion israélien, le gouvernement de Norvège s'est désinvestit également d'une entreprise israélienne spécialisée dans la Sécurité, et l'université de Harvard a décidé aussi de se désinvestir des entreprises israéliennes.

L'organisation espère qu'en usant de pressions économiques, elle va arriver à convaincre le gouvernement israélien à mettre fin à son occupation de la terre palestinienne et à ses lois discriminatoires qui ciblent les Palestiniens.

Paris, le 10 Avril 2006

BNP Paribas accélère son développement en Israël

Le Professeur Stanley Fischer, Gouverneur de la Banque Centrale, a remis aujourd'hui à Jérusalem la licence d'ouverture d'une Succursale BNP Paribas de plein exercice à Jean-Jacques Santini, Responsable de la Banque de Détail dans les Marchés Emergents et Outre Mer, et à Charles Reisman, Directeur de Territoire de BNP Paribas en Israël.

Cette licence avait été sollicitée auprès de la Banque Centrale en octobre 2005.

BNP Paribas est présent en Israël depuis 1998 au travers d'un bureau de représentation.

A propos de BNP Paribas

BNP Paribas (www.bnpparibas.com) est un leader européen des services bancaires et financiers, avec une présence significative et en croissance aux Etats-Unis et des positions fortes en Asie. Le groupe possède l'un des plus grands réseaux internationaux, avec une présence dans plus de 85 pays et plus de 110 000 collaborateurs, dont près de 80 000 en Europe. BNP Paribas détient des positions clés dans ses trois domaines d'activité : la Banque de Financement et d'Investissement, le pôle Asset Management & Services et la Banque de Détail.

Saed Bannoura

dimanche 27 novembre 2011

Source : BNP PARIBAS

Imemc News

traduction : Info-Palestine

2-3 Chérif BOUDELAL : Eclairer le chemin des aveugles : Boycoter Israël est un devoir moral pour tout être humain digne de son humanité.

Appel à l'attention de la chanteuse marocaine Hindi Zahra
(Voir les vidéos en cliquant sur les liens ci-dessous) :

Emission 336 2/5 - Hindi ZAHRA)

http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view=article&id=582:lettre-ouverte-

Mademoiselle ou Madame,

Avoir un talent artistique n'exige pas de l'artiste d'accepter l'argent sale, c'est-à-dire celui qui vient de ceux qui ont le sang des innocents sur les mains.

Notre devoir c'est de vous informer de la réalité de cet Etat de l'apartheid, qui est Israël, au cas où vous ne connaissiez pas sa vraie nature, celle de l'occupant de la Palestine et de criminel de son peuple, et dont les massacres sont qualifiés par des organisations internationales des droits de l'Homme de crimes contre l'humanité.

Aller se produire en Israël, en sachant la vérité sur la nature de cet Etat sioniste de l'apartheid est une complicité volontaire qui consiste à l'encourager à poursuivre sa barbarie contre les Palestiniens après leur avoir volé la terre, en utilisant la terreur, en tuant des dizaines de milliers et expulsant hors de Palestine la moitié entre eux.

Faire gagner un seul euro à l'Etat criminel d'Israël c'est lui payer une balle pour tuer une Palestinienne ou un Palestinien. Ce qui signifierait que vous vous portez délibérément complice des crimes qu'il a commis depuis 64 ans contre le peuple palestinien. Nous sommes persuadés que ce n'est pas ce que vous voulez ; cependant, nous sommes persuadés que ceux qui veulent utiliser votre talent et votre célébrité ne le font pas de façon innocente.

A vous de choisir dans quelle catégorie d'artistes célèbres vous voulez être placée : avec les Artistes, dont des Israéliens, qui boycottent l'Etat israélien de l'apartheid, ou avec ceux qui se rendent complices en acceptant l'argent sale. Sachant que les bailleurs de fonds qui encouragent le crime - qui pourraient programmer et financer eux-mêmes vos déplacements -, sont ceux qui composent le lobby sioniste mondial, alors qu'ils vivent en Occident avec leurs familles en paix, dans le confort et loin du conflit, tout en privant les enfants palestiniens de naître, de grandir et de vivre en paix.

Sachez que l'Histoire n'oubliera personne : que l'on ait choisi le camp de ceux qui ont des principes et défendent la Justice, ou les droits de l'Homme tout court; ou bien celui de ceux qui n'ont aucun principe et vendent leurs principes et honneur aux bourreaux des peuples, pour vue qu'ils gagnent de l'argent. Pour arriver à ce point de cupidité, il faut réellement être dénué de tout honneur et de toute dignité.

Enfin, à vous de choisir l'un de ces deux camps qui vous fait entrer à jamais dans l'Histoire. Ce sont les Femmes et les Hommes libres de ce monde, et notamment le Peuple dont vous êtes issue, ainsi que vos propres descendants, qui auront à vous juger.

Chérif BOUDELAL (Collectif Paix Comme Palestine)

(P.-S. : Merci de publier et faire passer ce texte à vos correspondants, le traduire et diffuser le cas échéant. Ceux qui ont les coordonnées de la chanteuse, merci de le lui envoyer aussi directement ; cela ne sert à rien de l'envoyer à son « Spenser », il ne le fera pas car ceci va à l'encontre de ses intérêts.)

CAPJPO-EUROPALESTINE DU 21/11/2011

Chères amies, Chers amis,

Beaucoup d'informations nouvelles qui montrent à l'évidence que la brutalité et l'arrogance de l'occupation israélienne suscitent une indignation qui touche des sphères de plus en plus larges. Au point que même le gouvernement français qui avait annoncé son intention de s'abstenir à l'UNESCO, s'est senti obligé de voter pour l'adhésion de la Palestine en tant que membre de cette institution !

- Aux Etats-Unis, occupation par des "indignés" du consulat israélien de Boston. Et à l'université Wayne de Détroit, réception de choix pour un porte-parole de l'armée israélienne

- En Suisse, des dizaines d'artistes viennent de s'exprimer publiquement pour rejeter la politique israélienne et annoncer qu'ils ne participeront à aucune des manifestations culturelles organisées par l'occupant israélien

- En Australie, Alstom a perdu un énorme contrat du fait de sa participation au tramway colonial israélien. Et Veolia, qui transporte les colons dans des bus ségrégués à l'intérieur de la Cisjordanie, et ramasse leurs ordures pour les déverser dans des décharges palestiniennes, n'est pas en reste.

- En France, des manifestants ont dénoncé les crimes israéliens pendant la coupe européenne de foot féminin qui se tenait à Troyes (vidéo de 2 mn sur :

<http://www.europalestine.com/spip.php?article6578>),

et dans le stade de France pendant un match France-USA.

- Des Canadiens et des Irlandais courageux ont défié à nouveau le blocus de Gaza et montré au monde entier leur détermination face au terrorisme israélien.

- En Afrique du Sud, vient se tenir le Tribunal Russel, qui a fait le travail ignoré par les grandes institutions internationales, en qualifiant et condamnant les crimes de l'apartheid israélien.

En Israël même, des centaines de journalistes ont manifesté ce dimanche contre les atteintes aux libertés de la presse. Pour la première fois, une association israélienne, l'ICAH, porte plainte devant l'ONU contre les crimes israéliens. Et une grande manifestation est prévue ce mardi soir à Tel Aviv contre les nouvelles mesures de répression qui s'abattent sur les militants, les ONG qui dénoncent la colonisation israélienne. Car le gouvernement d'extrême droite israélien, dans sa fuite en avant, est obligé de s'en prendre désormais également aux Israéliens. L'ancienne soldate Anat Kam a été condamnée à 4 ans et demi de prison pour avoir procuré à un journaliste israélien les preuves des assassinats "ciblés" de l'armée israélienne en Cisjordanie. Une radio trop critique a été fermée ce dimanche.

Et parallèlement Israël multiplie les raids aériens sur la bande de Gaza, blessant y compris un diplomate français et sa famille (quelles sanctions de la part de la France ?), ainsi que les rafles et les agressions en Cisjordanie. Pas un seul jour sans que des Palestiniens des régions de Bethléem, Ramallah, Naplouse ou Jenine ne soient kidnappés. Y compris des enfants, comme Ahmad 9 ans, Abdul-Rahman 12 ans et Mutas 13 ans, enlevés à leurs parents dans le village de Al-Sakira et emportés vers une destination inconnue par l'armée. Armée qui ne bouge pas quand les colons, de plus en plus fanatiques, agressent les

fermes, oliveraies et mosquées palestiniennes, en taggant "le prix de la vengeance" partout où ils commettent leurs actes de terrorisme.

Mais les Palestiniens poursuivent leur résistance, inlassablement. A Bi'lin, chaque semaine contre le mur de l'annexion, malgré les gaz lacrymogènes, les blessés et les arrestations. Entre Ramallah et Jérusalem, mardi dernier, 6 "Freedom Riders" palestiniens ont pris d'assaut un bus réservé aux colons sur la route de contournement conduisant à Jérusalem et devant des dizaines de caméras, ont rappelé la lutte des Noirs américains contre la ségrégation, dans les années 1960.

"Nous sommes aujourd'hui puissants, et l'Histoire est de notre côté", affirme Susan Abulhawa, auteure palestinienne des "Matins de Jenine".

Et comme vient de le redire Stéphane Hessel, au micro de RTL : "Nous ne nous pouvons plus nous contenter de nous indigner, nous devons nous engager".

Amicalement,

CAPJPO-EuroPalestine <http://www.eurpalestine.com>

Tiré a part

Une analyse de Pierre Khalaf : Les Frères musulmans et le plan de protection d'Israël
Ce n'est plus un secret, les événements qui secouent la région du Moyen-Orient ont pour but de protéger Israël des graves répercussions de la défaite du projet américain en Irak. Et tout ce que fait l'alliance occidentale, conduite par les États-Unis, dans la cadre dudit « Printemps arabe », s'inscrit dans ce cadre.
12 décembre 2011

Le deal conclu entre les États-Unis et la Confrérie des Frères musulmans a été dévoilé au Caire par le secrétaire d'État adjoint américain pour les Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, qui n'a fait que confirmer ce que les observateurs avaient déjà deviné en analysant les déclarations des chefs du mouvement islamiste dans plusieurs pays arabes et musulmans.

Sont venus ensuite s'inscrire dans ce même cadre les déclarations du président du Conseil national syrien d'Istanbul, Burhan Ghalioun, qui a fait tomber le masque en affirmant que l'opposition s'emploierait, si elle accède au pouvoir, à rompre les liens avec l'Iran et les mouvements de résistance libanais et palestinien. M. Ghalioun a rejeté la lutte armée pour libérer le Golan occupé, qui doit se faire, selon lui, à travers la négociation.

Mais il y a plus grave encore : les dirigeants des Frères musulmans syriens ont révélé leurs vraies intentions en affirmant que s'ils prenaient le pouvoir, ils enverraient l'armée syrienne au Liban pour combattre le Hezbollah. C'est-à-dire qu'ils se porteraient volontaires pour la mission qu'Israël avait échoué à accomplir en 2006, malgré le soutien d'une trentaine de pays arabes et occidentaux.

Ces prises de positions de mouvements et de personnalités qui prétendent représenter « la légitimité populaire » s'inscrivent parfaitement dans le cadre des politiques américaines dont le but principal est de protéger l'État hébreu.

Et ce n'est pas un hasard. Cela confirme ce que nous écrivons dans ce bulletin depuis plus de sept mois. D'ailleurs, les centres de recherches occidentaux sont de plus en plus nombreux à le signaler et l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, l'a clairement dit lors d'une conférence donnée à Beyrouth la semaine dernière : « Les États-Unis soutiennent les Frères musulmans », avait-il dit.

Cela explique en grande partie la méfiance du patriarche maronite Mgr Béchara Raï à l'égard du « Printemps arabe », qui risque de se solder, selon lui, par un morcellement du Proche-Orient en entités

confessionnelles, ce qui servirait les intérêts d'Israël, et fait planer de sérieuses menaces sur la présence des chrétiens et des autres minorités religieuses dans cette région.

Le blanc seing à l'arrivée des islamistes au pouvoir en Tunisie, en Libye et, maintenant, en Égypte, devrait convaincre ceux qui doutent encore des réelles intentions de l'Occident, mené par les États-Unis. La tentative de détruire l'État national syrien et de morceler le pays constitue l'une des principales pièces de ce puzzle que l'Occident tente de rassembler. C'est pour cela qu'il ferme les yeux sur les crimes commis en Syrie par les groupes armés extrémistes, auxquels il accole maintenant l'étiquette de « déserteurs », moins répugnante aux yeux de l'opinion publiques occidentale que salafistes ou extrémistes musulmans.

Dominée par les États-Unis, inconsciente des répercussions qu'elle risque de subir, l'Europe déroule le tapis rouge à cette mouvance islamiste, considérée il y a peu comme un grave danger.

La tendance en Syrie : Le pouvoir sûr de lui, l'opposition dans la confusion

L'évolution des événements en Syrie ne peut être dissociée du contexte régional et international. Le pouvoir a accepté de signer le protocole élaboré par la Ligue arabe sur l'envoi d'observateurs, en totale coopération avec la Russie. D'ailleurs, des sources diplomatiques russes au Liban affirment que la Russie ne compte pas lâcher le régime syrien, et cet appui est pour Moscou une question stratégique. Ces assurances sont contraires aux prévisions de responsables de la coalition pro-occidentale du 14-Mars. Face à l'appui russe à la Syrie, il devient difficile de renverser le régime militairement, en dépit des préparatifs effectués dans ce but en Turquie, au Liban et, dans une moindre mesure, en Jordanie. Par contre, les pressions sur la Syrie vont se poursuivre, surtout à l'approche de la fin du retrait américain d'Irak.

Les Américains voudraient provoquer des troubles pour détourner l'attention générale de ce retrait et de l'atmosphère de défaite qui l'entoure. De plus, les troubles en Syrie sont destinés à remplacer l'attaque militaire contre l'Iran qui devient de plus en plus difficile dans ce climat de crise et avec les problèmes financiers qui agitent l'Europe et les États-Unis.

La situation en Syrie est donc appelée à rester instable, et même si le régime a finalement décidé de signer le protocole de la Ligue arabe, celle-ci trouvera sans doute d'autres angles pour maintenir les pressions. Toutefois, les sanctions de la Ligue arabe auraient renforcé le sentiment patriotique chez les Syriens, ce peuple ayant beaucoup de fierté nationale. De plus, les Frères musulmans ayant été pratiquement éradiqués du pays dans les années 80, ils n'ont pas eu le temps d'acquérir une grande assise populaire et ils se voient contraints à porter les armes et à commettre de véritables massacres pour marquer leur présence.

En parallèle, les déclarations du chef du Conseil national syrien d'Istanbul, Bourhan Ghalioun, contre l'Iran, le Hezbollah et le Hamas, ont choqué une grande partie de la population syrienne. Des rumeurs sur une rencontre qui se serait tenue en octobre à Washington entre des responsables de l'administration américaine, un représentant du CNS et un responsable israélien ont commencé à circuler. Selon ces rumeurs, le représentant du CNS aurait réclamé de l'aide financière, une reconnaissance diplomatique de la part de la communauté internationale et une intervention militaire contre son propre pays.

Sur le terrain, les actes de violence se poursuivent, ainsi que les manifestations contre et en faveur du régime. Mais celui-ci a réussi à embarrasser la Ligue arabe en se déclarant prêt à signer le protocole pour l'envoi d'observateurs. Le processus devrait prendre quelques jours, voire des semaines, alors que les développements dans l'ensemble de la région restent plus ou moins incontrôlables et que la situation demeure instable en Égypte, à Bahreïn et au Yémen.

Les États-Unis auraient discrètement sollicité l'ouverture d'un dialogue avec l'Iran, mais la République islamique aurait opposé un refus sans nuance à cette demande. Par contre, Téhéran aurait demandé l'ouverture d'un dialogue avec l'Arabie saoudite, laquelle a aussi rejeté la suggestion. C'est dire que pour l'instant, les canaux de négociations restent bloqués sur le double plan régional et international. La situation interne en Syrie est solide, alors que le plan de créer une zone tampon à la frontière avec la Turquie bat de l'aile. Sans parler du fait que la Russie exerce à son tour des pressions sur la Turquie qui a, elle aussi, un tissu social fragilisé. Le Premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan lève le ton à l'égard de la Syrie car il cherche à cacher son incapacité à agir sur le terrain.

Déclarations de Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Voici un message à tous ceux qui conspirent contre la Résistance et misent sur un changement. Nous n'envisagerons jamais d'abandonner nos armes. Jour après jour, la résistance recrute plus de combattants, forme de meilleurs combattants et les arme de plus en plus lourdement.

Les États-Unis de chercher à détruire la Syrie pour compenser leur défaite en Irak. Les États-Unis ont essayé de se faire passer comme des défenseurs des droits de l'Homme et de la démocratie dans le monde arabe. Ces hypocrites sont connus pour avoir soutenu toutes les dictatures et les avoir reniées immédiatement après leur chute. Ca, c'est la marque de Satan.

L'opposition syrienne est soumise aux États-Unis et à Israël. Depuis le tout début, nous avons dit clairement que nous nous tenons au côté du régime syrien, un régime de résistance contre Israël. Elle veut détruire la Syrie. Le soi-disant Conseil national syrien, formé à Istanbul, et son leader Burhan Ghalioun tentent de présenter leurs lettres de créance aux États-Unis et à Israël. Les propos de certains selon lesquels les armes de la Résistance sont à l'origine du chaos, des remous, ou d'une certaine inquiétude sécuritaire au Liban, sont une duperie. Avez-vous jamais vu au Liban un problème sécuritaire ou une guerre civile pendant lesquels sont tirés des missiles Zelzal, Raad ou Khaybar. Les armes légères sont présentes aux mains de tous les Libanais. Si l'on veut la sécurité à l'intérieur, il faut réfléchir à résoudre le problème de ce type d'armes. »

Extraits d'une interview de Jeffrey Feltman, secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient au quotidien proche du 14-Mars Al-Joumhouria, le 8 décembre

« Le meilleur moyen d'éviter une guerre civile en Syrie, c'est la démission de Bachar al-Assad maintenant. Il faut également que la mafia sécuritaire qui l'entoure cesse de tuer la population. Nous savons que l'avenir de la Syrie doit reposer sur l'autorité de la loi et de la démocratie. Je suis sûr que les Libanais approuveront les décisions de la Ligue arabe, de l'Union européenne et des États-Unis pour examiner et trouver des moyens pacifiques afin de mettre un terme à la barbarie en Syrie.

Nous souhaitons recourir au Conseil de sécurité si l'initiative arabe n'aboutit pas. Si Bachar al-Assad n'est pas responsable des violences comme il le prétend, pourquoi refuse-t-il ainsi que son entourage l'arrivée d'observateurs dans son pays pour découvrir qui est la partie qui en est responsable ?

Plus vite Assad démissionnera, mieux sera la situation. Le président Obama avait rappelé le 18 août qu'il est temps qu'Assad s'en aille et qu'on assiste à une transition pacifique et démocratique du pouvoir.

L'armée syrienne, à qui il a été demandé de quitter le territoire libanais, occupe aujourd'hui le territoire syrien. Le retour de l'ambassadeur Ford à Damas n'est pas un cadeau à Bachar al-Assad. C'est l'une des façons de montrer notre soutien au peuple syrien et d'obtenir des informations plus précises sur la situation en Syrie.

Ce qui se passe en Syrie ne doit pas s'étendre au Liban. Les responsables libanais ont expliqué que leur principal objectif est de protéger le Liban des événements en Syrie. Il appartient au chef du gouvernement et aux responsables libanais de trouver le moyen idéal de protéger le Liban. En même temps, nous pensons que le Liban doit également contribuer à trouver les moyens nécessaires pour faire cesser les violences (...)

Nous ne traitons pas avec le Hezbollah, une organisation qui ne suit pas les règles démocratiques même si elle a une grande assise populaire. Lorsque ces règles l'arrangent, le Hezbollah s'y soumet, mais dans le cas contraire, il a recours à la force et aux armes pour imposer sa volonté. La décision du Premier ministre Mikati de verser la contribution libanaise au budget du TSL n'a pas été prise pour les États-Unis ou un autre pays mais pour le Liban. Nous saluons cette décision qui prouvera à la communauté internationale que le Liban respecte ses engagements internationaux. »

New Orient News (Liban)

Rédacteur en chef : Pierre Khalaf (*)

Tendances de l'Orient No 61, 12 décembre 2011.

(*) Chercheur au Centre d'Etudes Stratégiques Arabes et Internationales de Beyrouth.

Source :

http://www.neworientnews.com/news/fullnews.php?news_id=50286

<http://www.silviacattori.net:80/article2500.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19